

AVANT-PROPOS

Patrimoine en péril 2004/2005 est une publication qui réunit des rapports nationaux et régionaux sur les monuments et les sites en péril, attire l'attention sur les menaces et les risques qui pèsent sur le patrimoine culturel dans le monde et diffuse ces informations. Sont traités des sujets comme les guerres, les conflits interethniques, les actes de barbarie et de pillage, les catastrophes naturelles, la pollution atmosphérique, le développement urbain et les réglementations inappropriées en matière d'aménagement, sans oublier le manque d'entretien, le développement touristique incontrôlé et les restaurations inopportunes. Le rapport 2004/2005 fait état du nombre de pays qui ont répondu favorablement à cette initiative depuis son lancement en 2000. Il montre aussi comment l'évaluation, le suivi régulier et la planification des programmes à long terme sont non seulement nécessaires mais indispensables à la protection du patrimoine culturel mondial. Tout aussi importants sont le renforcement des législations nationales sur les biens culturels et la poursuite de la coopération avec les organismes internationaux. L'UNESCO avec son Comité du patrimoine mondial et l'ICOMOS au travers de ses comités nationaux se sont fermement engagés à réduire l'incidence des risques et des destructions, et je tiens à remercier l'ICOMOS et son Président, M. Michael Petzet, des efforts qu'ils fournissent pour actualiser en permanence les informations sur la situation du patrimoine culturel dans le monde. Un certain nombre d'autres ONG mènent aussi actuellement des activités dans ce domaine, par exemple WMF et Patrimoine culturel sans frontières.

En ce qui concerne les catastrophes naturelles, qui pourra oublier la tragédie du tsunami qui a frappé les côtes de plusieurs pays d'Afrique et d'Asie le 26 décembre 2004, causant la mort d'innombrables personnes, détruisant des infrastructures et ravageant les paysages naturels et culturels de plusieurs pays ? On ne peut pas encore évaluer l'ampleur de ces pertes. S'exprimant lors d'une conférence de presse à l'occasion de la *Réunion internationale sur les petits États insulaires en développement*, tenue à Maurice le 5 janvier 2005, M. Matsuura, directeur général de l'UNESCO, a souligné la nécessité d'adopter une approche stratégique et systématique à l'échelon national pour aider les pays dans le domaine de la prévention des risques. L'UNESCO, en coopération avec des experts de la communauté du patrimoine mondial et les autorités locales, met tout en œuvre pour évaluer les dégâts subis par les sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial dans les régions frappées par le tremblement de terre et le tsunami. Des informations sont en train d'être recueillies et des missions seront envoyées sur place dès que possible, en coordination avec les autorités nationales, pour arrêter des mesures appropriées. L'UNESCO se propose d'envoyer au Sri Lanka et en Indonésie des missions d'experts chargés d'évaluer la situation des sites du patrimoine mondial culturel et naturel qui ont été atteints, notamment la vieille ville de Galle et ses fortifications et le Patrimoine des forêts tropicales ombrophiles de Sumatra. Une aide d'urgence sera également débloquée par le Fonds du patrimoine mondial pour aider les pays touchés à procéder à des évaluations détaillées des dégâts et à élaborer des plans de réhabilitation. Ces missions d'évaluation de l'UNESCO s'inscriront dans le cadre de la déclaration commune de coopération entre l'UNESCO et le Gouvernement italien prévoyant des actions d'urgence dans des pays frappés par des conflits ou des catastrophes naturelles en vue d'assurer la sauvegarde, la réhabilitation et la protection de leur patrimoine culturel et naturel. Au niveau des pouvoirs publics, un pas important a été franchi à l'occasion de la Réunion sur la gestion des risques pour le patrimoine culturel organisée par le Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial en collaboration avec l'Agence pour les

affaires culturelles du Japon, l'ICCROM et l'ICOMOS, dans le cadre de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la prévention des catastrophes (Kobe, Japon, 18–22 janvier 2005). Les recommandations issues de cette manifestation (voir <http://www.unisdr.org/wedtr/thematic-sessions/thematic-reports/report-session-3-3.pdf>) ont mis en évidence le rôle proactif du patrimoine en tant qu'acteur du développement durable et de la réduction des catastrophes ainsi que l'importance des savoirs traditionnels et du patrimoine immatériel dans l'atténuation ou la prévention des catastrophes.

L'Iraq après des années d'embargo et de guerre

Ce quatrième rapport mondial évalue le patrimoine culturel iraquien à la suite du conflit et après plus de dix années d'embargo. Le chapitre consacré à l'état de l'environnement et du patrimoine bâti après quatre décennies d'adversité comprend cinq études de cas (les zones marécageuses du sud de l'Iraq ; la campagne kurde ; la vieille ville d'Ana sur l'Euphrate ; la citadelle d'Arbil et le centre administratif ottoman de Saray à Bagdad) et une présentation des travaux de restauration et de reconstruction entrepris dans le pays. En 2005, il y aura deux ans que le Musée national de Bagdad et bon nombre d'autres institutions culturelles iraqiennes à Bagdad et dans le reste du pays ont été pillés (avril 2003). Toute la structure du patrimoine culturel iraquien – sites archéologiques et bâtiments historiques, musées et institutions culturelles, bibliothèques, archives et patrimoine immatériel – a été gravement touchée, avec les pertes irréversibles que cela signifie pour le peuple iraquien et en particulier les enfants qui sont les gardiens de ce patrimoine pour les générations futures.

Les actes de pillage de sites archéologiques et de bâtiments historiques se poursuivent avec la même intensité. S'il est désormais possible de déterminer le nombre d'artefacts qui ont disparu du Musée national de Bagdad, il est tout à fait impossible d'évaluer le nombre d'objets qui ont été illicitement enlevés des sites archéologiques et vendus. Plus de 10.000 sites archéologiques ont été identifiés et inscrits sur la liste établie par le Conseil national iraquien des antiquités et du patrimoine, et de nombreux autres n'ont pas encore été recensés. Parmi eux, les célèbres vestiges d'Assour, Ctésiphon, Eridu, Hatra, Isin, Khorsabad, Kish, Lagash, Larsa, Nimrud, Ninive, Samarra, Ur et Uruk. Deux sites ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO : Hatra en 1985 et Assour en 2003. Les fouilles illicites sur les sites archéologiques continuent de détruire le patrimoine iraquien, en particulier dans le sud du pays, sur des sites aussi importants que Isin, Umma et Umm Al-Aqarib. L'installation de bases militaires sur des sites archéologiques ou à proximité, comme à Hatra, capitale de l'Empire parthe, et à Babylone, capitale du roi néo-babylonien Nabuchodonosor II (604–562 av. J.-C.) doit appeler l'attention sans délai car elle risque de causer des dégâts irréversibles.

Action de l'UNESCO visant à protéger le patrimoine culturel iraquien

La protection, tout comme la restauration est un processus qui s'inscrit dans la durée et appelle des initiatives à l'échelon international et des stratégies à long terme. Depuis le mois d'avril 2003, l'UNESCO s'emploie à élaborer une stratégie globale de protec-

tion du patrimoine culturel iraquien. Deux missions d'experts se sont rendues dans le pays en mai et juin 2003, afin de commencer à définir les domaines d'intervention prioritaires en étroite coopération avec les autorités iraqiennes. Trois réunions internationales d'experts ont eu lieu entre le mois d'avril, la première quelques jours après le pillage auquel a été soumis le Musée national, et le mois d'août 2003. Le programme culturel auquel ont abouti ces initiatives a été intégré dans la stratégie globale de reconstruction de l'Iraq formulée par le système des Nations Unies en février 2004.

À l'issue de la troisième réunion d'experts de l'UNESCO tenue à Tokyo en août 2003, les participants ont recommandé au Directeur général de l'UNESCO de créer un Comité international de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel de l'Iraq. Sous les auspices du Ministère de la culture de l'Iraq et de l'UNESCO, le Comité a été établi en septembre 2003 dans le but de répartir l'aide internationale en fonction des besoins et de planifier un programme d'aide à mettre en œuvre conformément aux normes internationales les plus élevées. Sa première session plénière, qui s'est déroulée en mai 2004 au Siège de l'UNESCO, a débouché sur un certain nombre de recommandations qui font actuellement l'objet de l'attention du Secrétariat de l'Organisation afin de mettre en œuvre les activités de suivi voulues.

Des contributions financières destinées à l'exécution de projets sur le terrain ont été versées à l'UNESCO par les gouvernements des pays suivants : Italie, Japon, Suisse, Flandres, Norvège, Turquie, République tchèque et Lettonie. D'autres États membres de l'UNESCO, parmi lesquels l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la République islamique d'Iran, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, la Jordanie, l'Égypte, l'Espagne et la Suisse ont exprimé la volonté de contribuer à la protection du patrimoine culturel iraquien par le biais d'une assistance technique. En outre, des contributions ont été versées au Compte spécial pour le patrimoine culturel iraquien de l'UNESCO, notamment par la Grèce et le Saint-Siège, et l'Arabie saoudite a annoncé le versement d'une aide financière.

Grâce à ces contributions, et malgré la situation d'insécurité que connaît le pays, l'UNESCO a joué un rôle actif au cours des deux dernières années en Iraq où elle exécute actuellement quatorze projets représentant un montant total de plus de huit millions de dollars. Ceux-ci portent sur des éléments différents du patrimoine, à savoir des sites archéologiques, des monuments historiques, des institutions culturelles et des musées, des bibliothèques et des archives, ainsi que le patrimoine culturel immatériel. Le Maqâm iraquien a été proclamé chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité en 2003 et l'Iraq a bénéficié, pour la préparation de son dossier de candidature, du soutien financier du fonds-dépôt UNESCO/Japon pour le patrimoine culturel immatériel.

Ces projets de l'UNESCO ont pour principaux objectifs la lutte contre le trafic illicite de biens culturels iraqiens, la restauration de bâtiments et la fourniture de matériel devant permettre aux institutions culturelles de devenir dès que possible pleinement opérationnelles ainsi que le renforcement des capacités et la formation de personnels spécialisés afin de mettre à jour leurs compétences dans divers domaines.

Dans le cadre de ses activités visant à lutter contre le trafic illicite de biens culturels iraqiens, l'UNESCO collabore étroitement avec INTERPOL sur la base d'un accord conclu en juillet 2003, pour retrouver, sur le marché de l'art, des objets archéologiques exportés illicitement d'Iraq. La documentation relative au patrimoine culturel constitue à cet égard un instrument essentiel : un stage de formation consacré à l'utilisation des normes fondamentales de description des biens mobiliers (norme Object-ID) a été organisé à Amman en décembre 2004, à l'intention du personnel du Conseil national iraquien des antiquités et du patrimoine. Deux autres stages de formation ont été simultanément organisés à Amman avec le concours du WMF (World Museum Fund)/du GCI (Getty Conservation Institute) sur l'utilisation du GIS (Geographic Information System – système d'information géographique) et l'établissement d'une banque de données sur les sites archéologiques. Des véhicules et du matériel visant à renforcer la sécurité des sites menacés sont fournis par le biais du programme pour la protection du patrimoine culturel iraquien du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD). Un stage de formation de patrouilles frontalières et de gardiens de sites, ayant pour objet d'empêcher le trafic d'objets culturels et de garantir la sécurité des sites archéologiques, a eu lieu à Amman en octobre-novembre 2004, grâce à une contribution du Gouvernement de l'Italie et avec le concours des carabinieri italiens. Dans le cadre des activités de restauration du Musée national iraquien de Bagdad, et avec l'aide d'une contribution du Gouvernement suisse, l'UNESCO met actuellement en place une base de données sur la gestion des collections du musée et de l'information, et fournit les logiciels nécessaires à son fonctionnement. La première session d'un stage de formation à la documentation utilisant les techniques photogrammétriques, tenue à Riga en juin 2004, a été centrée sur les sites archéologiques et les monuments historiques.

S'agissant des projets visant à la restauration de sites et à la fourniture de matériel, l'UNESCO fournit des équipements au titre de la sauvegarde et de la surveillance par des patrouilles du site de Ninive, capitale impériale du roi assyrien biblique Sennacherib au VIII^e siècle av. J.-C., au nord de l'Iraq. Des publications spécialisées en muséologie ont par ailleurs été remises au Musée national de Bagdad et une contribution du Gouvernement du Japon permet à l'UNESCO d'aider les autorités iraqiennes à restaurer les laboratoires de conservation du Musée. Comme prévu dans le programme pour la protection du patrimoine culturel iraquien du GNUD, la première phase des projets de remise en état du Centre régional pour la conservation des biens culturels dans les pays arabes ainsi que du Musée des enfants, tous deux situés à Bagdad, a débuté en 2004. La remise en état de l'Institut d'études musicales et la fourniture de matériel pour la Bibliothèque nationale et les Archives nationales de Bagdad sont également prévues dans le programme du GNUD.

Mounir Bouchenaki
Sous-Directeur général pour la culture
UNESCO, Paris